

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 17/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Unalit**

16 rue du canal  
21170 Saint-Usage

Références : 2025-292  
Code AIOT : 0003300521

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement Unalit implanté 16 rue du canal 21170 Saint-Usage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite de récolement suite à l'intervention ADEME de travaux d'office cadrée par l'arrêté préfectoral du 27 janvier 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Unalit
- 16 rue du canal 21170 Saint-Usage
- Code AIOT : 0003300521
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPTP a exercé sur son site, sis rue du Canal à Saint-Usage (21), des activités de fabrication de panneaux de bois entre 2005 et 2016. Elle y avait repris une partie de l'activité et des terrains d'un précédent exploitant, la société UNALIT, soumise à autorisation par AP du 1er septembre 1988, notamment pour son installation de combustion ainsi que ses activités de cuisson ou séchage à froid des vernis, peintures, encres d'impression à base de solvants. A noter qu'une autre partie des terrains de l'ancien exploitant, occupés par un dépôt d'hydrocarbure actuellement en friche et toujours présents aujourd'hui en contiguïté, n'a pas été reprise et ne fait pas partie du site SPTP. Le site représente une surface d'environ 8,5 Ha, il est situé en périphérie proche du centre bourg de Saint-Usage, à proximité :

- du canal de Bourgogne et chemin de halage, 5 m de la bordure Est ;
- d'une zone commerciale, 250 m à l'Est ;
- de la friche industrielle UNALIT en contiguïté, en partie Nord-Est ;
- des habitations en limite sud. Il comporte à la fois des anciens bâtiments industriels, des aires de stockage, un bâtiment administratif ainsi qu'une station d'épuration des effluents (STEP). Les bâtiments sont tous vétustes et dégradés. Le site est aujourd'hui en état d'abandon, il est non clôturé et régulièrement visité.

#### Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réservoirs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 09/10/2022, article 1	Sans objet
2	Évacuation Déchets	Arrêté Préfectoral du 09/10/2022, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des exigences listées dans l'article 1 de l'arrêté préfectoral de travaux d'office du 9 octobre 2022 a été respecté par l'ADEME, chargée de cette intervention selon l'article 2 de cet arrêté.

Une éventuelle intervention complémentaire de surveillance environnementale pourra être réalisée sur le site, selon les conclusions qui seront établies dans le rapport de fin de travaux qui sera communiqué par l'ADEME à l'inspection des ICPE dès réception complète de l'intervention.

La conservation de la mémoire de l'état du site après intervention de l'ADEME sera assurée par une publication sur Georisques (BASOL).

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Réservoirs d'hydrocarbures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il sera procédé, aux frais des personnes physiques et morales responsables du site, à l'exécution des opérations suivantes :</p> <p>1. mettre en sécurité les réservoirs d'hydrocarbures incluant notamment</p> <p>1.1 la vidange, le nettoyage et l'inertage des réservoirs aériens ;</p> <p>1.2 le curage et le nettoyage des réseaux et des canalisations associés ;</p> <p>1.3 en cas de présence avérée, la vidange, le nettoyage et l'inertage d'une cuve enterrée repérée sur les plans historiques du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des cuves d'hydrocarbures aériennes présentes sur le secteur UNALIT ont été ouvertes (découpe à la base des cuves et en partie haute), curées et nettoyées. Les découpes ont été rebouchées par des grillages et les regards en partie haute refermés en laissant un jour afin d'assurer une circulation d'air tout en prévenant l'entrée d'animaux et limitant l'entrée d'eau de pluie.</p> <p>Les peintures sur les cuves aériennes métalliques contiennent du plomb. Leur traitement n'entre pas dans le cadre de l'intervention ADEME. La présence de plomb a été signifiée à la peinture sur les cuves.</p> <p>Les canalisations accessibles ont été curées.</p> <p>Le secteur de la cuve historique a été intégralement débroussaillé, et la zone creusée afin d'investiguer sur la présence de cette cuve. Seuls des anciens supports ont été découverts, indiquant probablement que cette cuve a été remplacée par les cuves aériennes lors du fonctionnement de l'activité. Aucune trace visuelle ou olfactive de pollution aux hydrocarbures n'a été décelée au droit de la zone lors des travaux.</p> <p>Un sondage à la pelle a été réalisé au point bas entre les cuves d'hydrocarbures afin d'établir s'il y avait des marquages visuels ou olfactifs de pollution. Aucun indice de pollution n'a été décelé, à confirmer dans le rapport de fin de travaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Évacuation Déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/10/2022, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il sera procédé, aux frais des personnes physiques et morales responsables du site, à l'exécution des opérations suivantes :</p> <p>[...] 2. évacuer et éliminer l'ensemble des déchets dangereux ainsi que les déchets présentant un risque d'incendie présents sur le site et relatifs aux anciennes activités de la société UNALIT (les déchets issus d'apports sauvages sont exclus de l'intervention).</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'ensemble des déchets sur zones repérées comme entrant dans le cadre de l'intervention ADEME a été évacué, soit 230T de déchets dangereux, incluant les liquides en mélanges dans les divers contenant retrouvés sur site (GRV, fûts rouillés, etc.), ainsi que les contenants souillés et des débris de fibrociment amiantés dégradés.

L'ensemble des bâtiments et auvents a été inspecté et les déchets pertinents dans le cadre de l'intervention ont été retirés.

La zone de stockage des fûts rouillés a été excavée afin d'extraire 30T de terres directement souillées par le contenu des fûts fuyards (hydrocarbures). La zone ne présente plus de pollution directement visible au droit de l'excavation. L'eau gravitaire stagnante ne présente pas d'irisation.

Des déchets inertes et D3E divers ont été laissés sur site, ainsi que des plaques de fibrociment non dégradées et des tas de gravats inertes incluant possiblement des déchets amiantés en mélange. Ces éléments ne sont pas couverts par les exigences de l'arrêté du 09/10/2022 cadrant l'intervention ADEME. L'ensemble des zones avec suspicion de présence d'amiante a néanmoins été marquée sur site.

**Type de suites proposées :** Sans suite